

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1915-1916. — N° 81

LE PROBLÈME DES MUTILÉS DE LA GUERRE
(Utilisation sociale. Rééducation).

LES
ÉCOLES PROFESSIONNELLES DES BLESSÉS
DE LYON

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 31 Juillet 1916

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Edmond BRISSAC

Né le 11 avril 1889, à Gap (Hautes-Alpes).

Elève à l'Ecole du Service de Santé Militaire,

Médecin aide-major à l'Ambulance 18/6.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4 RUE GENTIL, 4

Juillet 1916

LE PROBLÈME DES MUTILES DE LA GUERRE

(Utilisation sociale. Rééducation).

LES

ÉCOLES PROFESSIONNELLES DES BLESSÉS

DE LYON

PERSONNEL DE LA FACULTE

MM. HUGOUNENQ DOYON.
J. COURMONT Assesseur.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CHAUEAU, AUGAGNEUR, SOULIER, TRIPIER, CAZENEUVE, LEPINE, PIERRET,
BEAUVISAGE, LACASSAGNE.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. TEISSIER
Cliniques chirurgicales.	ROQUE
Clinique obstétricale et Accouchements	BARD
Clinique ophtalmologique	TIXIER
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	BERARD
Clinique des maladies nerveuses et mentales	FABRE
Clinique des maladies des enfants	ROLLET
Clinique des maladies des femmes	NICOLAS
Physique médicale	LEPINE (J.)
Chimie biologique	WEILL
Chimie organique et Toxicologie	POLLOSSON (A.)
Matière médicale et Botanique	CLUZET
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	HUGOUNENQ
Anatomie	MOREL
Anatomie générale et Histologie	MOREAU
Physiologie.	GUIART
Pathologie interne.	TESTUT
Pathologie et Thérapeutiques générales	RENAUT
Anatomie pathologique.	MORAT
Médecine opératoire	COLLET
Médecine expérimentale et comparée	LESIEUR
Médecine légale.	PAVIOT
Hygiène	POLLOSSON (M.)
Thérapeutique	COURMONT (P.)
Pharmacologie	ETIENNE MARTIN
	COURMONT (J.)
	PIC
	FLORENCE

PROFESSEURS ADJOINTS

Physiologie, cours complémentaire	DOYON
Maladies des oreilles, du nez et du larynx	LANNOIS
Pathologie externe.	VALLAS
Maladies des voies urinaires	ROCHET

CHARGÉS DE COURS COMPLEMENTAIRES

Chimie minérale	MM. BARRAL,	agrégé
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN,	—
Chirurgie infantile	NOVE-JOSSERAND,	—
Accouchements	COMMANDEUR,	—
Embryologie	LATARJET,	—
Anatomie topographique	PATEL,	—
Botanique	BRETIN,	—
Chirurgie expérimentale	VILLARD,	—
Clinique infantile	MOURQUAND,	—
Déontologie et médecine professionnelle	X....,	—

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM
BARRAL	LATARJET	MOURQUAND	FROMENT
COMMANDEUR	BRETIN	ARLOING (F.)	THEVENOT (Lucien)
NEVEU-LEMAIRE	LERICHE	GUILLEMARD	PIERY
IAROYENNE	THEVENOT (Léon)	FCLICARD	COTTE
VORON	TAVERNIER	GARIN	DURGUX
NOGIER	CADE	SAVY	

M. BAYLE, secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THESE

MM. J. COURMONT, *Président* ; NICOLAS, *Assesseur* ;

MM. LANNOIS, *Professeur*, et ARLOING, *Agrégé*.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'en tend leur donner ni approbation ni improbation.

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1915-1916. — N° 81

LE PROBLÈME DES MUTILÉS DE LA GUERRE
(Utilisation sociale. Rééducation).

LES
ÉCOLES PROFESSIONNELLES DES BLESSÉS
DE LYON

THESE

PRÉSENTEE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 31 Juillet 1916

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Edmond BRISSAC

Né le 11 avril 1889, à Gap (Hautes-Alpes).

Elève à l'Ecole du Service de Santé Militaire,
Médecin aide-major à l'Ambulance 18/6.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4 RUE GENTIL, 4

Juillet 1916

A MON PÈRE BIEN AIMÉ

Chef de bataillon de l'armée territoriale.

Qui fut pendant longtemps mon compagnon d'armes et qui a toujours été pour moi un exemple de probité et de ténacité dans la dure lutte pour la vie.

A MA MÈRE ET MA SŒUR CHÉRIES

Qui m'ont toujours aidé de leurs bons conseils et m'ont toujours réconforté dans les plus durs moments de cette vie si agitée. Faible témoignage de reconnaissance.

A LA MÉMOIRE

DE MON ONCLE AUGUSTE GOURDIN

A MON COUSIN MAURICE GOURDIN

Sergent au 58^e d'Infanterie.

Qui fait si noblement et si courageusement son devoir contre notre ennemi depuis le début des hostilités.

A MA TANTE ET COUSINS

A TOUS MES PARENTS ET AMIS

Merci à tous ceux qui ont pu m'éclairer et me guider.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MES CAMARADES TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR

A MES MAITRES

de la **Faculté de médecine de Lyon.**

A MES MAITRES

de l'Ecole du **Service de santé militaire**

A MES CHEFS ET CAMARADES DE CETTE GUERRE

A MONSIEUR LE PROFESSEUR JULES COURMONT

Professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine de Lyon.

Officier de la Légion d'honneur.

Nous le remercions bien vivement du grand honneur qu'il nous fait en président notre thèse et de l'accueil qu'il nous a réservé.

A MON JURY

AVANT-PROPOS

L'idée première et les grandes lignes de ces pages nous ont été inspirées par un travail en cours de publication des docteurs J. Leclercq, agrégé à la Faculté de médecine de Lille, et P. Mazel, chef des travaux de médecine légale à la Faculté de Médecine de Lyon. Nous les remercions bien vivement de tout l'intérêt qu'ils nous ont porté et de l'aide précieuse qu'ils nous ont fournie pour l'élaboration de ce travail.

Tout aussi bien pour notre thèse inaugurale, nous était-il difficile de choisir un sujet de médecine pure, l'éloignement de tout centre médical ne nous permettant aucune recherche bibliographique, les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles nous nous sommes trouvé nous interdisant souvent, malgré nous, un effort soutenu. Ces grands blessés que nous avons vus malheureusement trop fréquemment à notre poste de secours nous ont apitoyé; il nous a paru que leur vie future pouvait être amoindrie, nous avons cherché par quel moyen on pourrait y remédier et quand nous eûmes connu tout ce qu'on avait fait et ce qu'on pouvait faire, nous avons pensé avec l'aide qu'on

nous a offerte qu'il serait juste de s'occuper de ces grandes victimes et nous avons fait un essai.

Ce travail nécessairement limité ne saurait prétendre épuiser, ni même fouiller dans le détail la question si complexe des mutilés de la guerre. Nous plaçant surtout au point de vue de leur utilisation sociale, nous avons voulu établir l'importance du problème, montrer les efforts déjà accomplis pour sa résolution, ceux qui restent encore à fournir, signaler les orientations différentes de ces tentatives, indiquer la voie qui paraît être la meilleure.

LE PROBLÈME DES MUTILÉS DE LA GUERRE

(Utilisation sociale. Rééducation).

LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES DES BLESSÉS DE LYON

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME DES MUTILÉS DE GUERRE

Au début des hostilités, nul ne pouvait prévoir combien la lutte serait acharnée et durable ; combien serait grand le nombre de ceux qui mutilés anatomiquement ou physiologiquement seraient incapables de reprendre le travail des champs et de l'usine. Le problème des mutilés de guerre ne pouvait être alors que soupçonné.

Ce problème s'est posé dans toute sa netteté le jour où les grands blessés des premiers combats (Alsace, Charleroi, Marne), guéris médicalement de leurs blessures, délivrés par une réforme de toute obligation militaire, ont été rendus à la vie civile, physiquement amoindris, impropres à reprendre l'exercice de leur profession ancienne. Depuis cette époque déjà lointaine, automne 1914, dix-huit mois de guerre ont

souligné l'importance et la gravité d'une question dont chaque journée de lutte accroît davantage l'étendue. Et si au cours de cette période se sont témoignées et multipliées bien des initiatives généreuses, en faveur des mutilés de la guerre, il est permis d'affirmer que la résolution du problème est à l'heure actuelle, seulement esquissée et non pas obtenue.

Voici comment les termes peuvent en être posés :

Parmi les blessés de guerre un nombre heureusement considérable sont susceptibles de guérir soit entièrement, soit avec des reliquats anatomiques ou physiologiques légers (amputation d'un des trois derniers doigts de la main par exemple, simples raideurs articulaires, etc.). La reprise de leurs professions antérieures est permise à de tels blessés. L'accoutumance dont l'importance en matière d'accidents du travail est bien connue, viendra très rapidement atténuer, puis faire disparaître leur maladresse et leur gêne fonctionnelle initiales.

Mais chez nombre de combattants, la nature de la blessure, l'apparition de complications septiques ont rendu nécessaire une amputation immédiate ou secondaire, chez d'autres, il n'y a pas eu amputation, amoindrissement anatomique, mais il existe des lésions nerveuses avec leurs conséquences motrices (paralysies, rétractions, atrophies et attitudes vicieuses), des lésions articulaires, paraarticulaires, osseuses (ankyloses surtout) qui font du porteur un véritable mutilé au sens physiologique du mot : incapable de retourner à ses occupations d'autrefois.

Que deviendront ultérieurement, une fois rendus à

l'existence civile, ces invalides de la guerre? Se retrouveront-ils dans la vie, dans la lutte relativement désarmés, eux les combattants, livrés à leur seule initiative avec les ressources d'une pension nécessairement limitée? Ne s'efforcera-t-on pas de donner à ces glorieux blessés les moyens de reprendre une existence normale dans la mesure du possible?

Telle est la question qui se pose et qui ne saurait laisser indifférent tout esprit désireux de justice et soucieux des questions sociales.

Le problème doit être envisagé sous un double point de vue : On peut affirmer que l'utilisation sociale du mutilé, par conséquent sa rééducation, constitue à la fois un devoir de la Société envers elle-même et un devoir de la Société vis-à-vis du mutilé. L'intérêt collectif, l'intérêt individuel, souvent divergents, s'unissent ainsi l'un l'autre. Il est facile de le montrer.

La rééducation du mutilé est un devoir de la Société envers elle-même. — Il suffit pour s'en rendre compte de voir quel sera au lendemain de la guerre l'effort à accomplir, quels seront les moyens dont nous disposerons pour le remplir.

Quand les hostilités prendront fin, la lutte se continuera sur le terrain économique, et pour notre pays, l'effort à réaliser sera considérable : une partie de notre sol aura été envahi, dévasté, ruiné; le reste aura grandement souffert de la guerre; l'agriculteur trouvera bien des champs en friche, que malgré leurs efforts continus, n'auront pu cultiver les femmes, les enfants, les vieux; bien des fermes demanderont à

être relevées; il sera nécessaire de reconstituer le cheptel national. L'industrie trouvera la région du Nord et du Nord-Est plus ou moins pillée, les usines démenagées, sinon détruites, vides de leurs machines : les mines, sources de toute activité industrielle auront sans doute leurs galeries comblées et partout immédiatement inutilisables. Sur le reste du territoire il faudra transformer, adapter le matériel et le machinisme aux conditions nouvelles de la production et de la main-d'œuvre.

Le commerçant devra se reconstituer une clientèle, se créer des débouchés nouveaux, ou plutôt profiter jalousement de ceux qui s'offriront à lui.

Et d'autre part, à la guerre succèdera une ère économique qui pourra pour la France libérée de l'entrave économique du traité de Francfort, être une ère de grande prospérité. Les accords économiques conclus entre les Alliés (France, Angleterre, Russie, Italie, Belgique, Japon), dans la conférence de Paris, de juin 1916, les affranchiront de toute dépendance des pays ennemis : ils offriront au génie français un champ d'expansion immense : ils lui ouvriront la plupart des marchés du monde qui subissaient autrefois l'emprise de l'industrie et du commerce allemands. La portée de ces accords dépasse de beaucoup celle des contrats similaires tout récemment encore préconisés par Neumann dans son livre *Mitteleuropa* et que pourraient conclure les Empires du Centre entre eux et avec leurs Alliés.

Pour mener à bien cet effort, pour retirer de la situation future, exceptionnellement favorable, tous les

bénéfices matériels et moraux qu'elle comporte, les moyens dont nous disposerons seront limités. La main-d'œuvre notamment, main-d'œuvre industrielle; commerciale, agricole, dont la pénurie se faisait déjà sentir avant la guerre, la main-d'œuvre sera réduite dans une très large mesure, par des pertes que l'on ne peut à l'heure actuelle ni indiquer, ni fixer, mais que l'on est autorisé d'ores et déjà à considérer comme élevées. Tous les moyens susceptibles de remédier à cette crise de la main-d'œuvre de laquelle dépend directement pour une assez grande part la prospérité nationale, tous les moyens devront être mis en œuvre.

Etsi le développement du machinisme, la contribution de la main-d'œuvre féminine, l'apport de la main-d'œuvre étrangère peuvent dans une certaine mesure servir à conjurer le fâcheux état de choses, il n'échappera à personne qu'il est de l'intérêt du pays de ne pas laisser inutile et perdue la collaboration importante que les mutilés de la guerre peuvent apporter à l'effort de demain.

Cette collaboration est importante, disons-nous: et ce qualificatif se justifie aisément.

Le nombre des mutilés est en effet considérable, chaque jour l'augmente davantage: « Les mutilés, écrivait un quotidien,¹ il y a quelques mois sont à l'heure actuelle 80.000; on peut craindre que leur nombre ne s'élève à 200.000 quand cessera la formidable tempête ».

Ce qu'il faut que chacun sache — et le mutilé plus

¹ *L'Information*, 15 mai 1916. L'enquête ouverte à cette date par ce journal s'est poursuivie au cours des mois suivants.

que tout autre — c'est que cette phalange glorieuse n'est pas définitivement perdue pour le rendement social. Le nombre est relativement faible des mutilés sans recours, de ceux qui ne peuvent espérer apprendre une profession nouvelle et contribuer pour leur part à l'effort économique du pays: la proportion est au contraire élevée de ceux qui par la rééducation sont susceptibles de récupérer une valeur sociale presque intégrale, de reprendre une place normale dans les rangs de la société.

90 pour 100 en effet des mutilés sont rééduquables comme l'indiquent tous ceux qui se sont occupés de la question. Cette proportion rapportée au nombre absolu, élevé, des mutilés permet de comprendre quelle collaboration précieuse, indispensable l'on peut attendre de la grande classe des mutilés dans la lutte de l'après-guerre; du même coup il est facile de se convaincre que l'intérêt général exige cette utilisation et par conséquent la rééducation qui la rend possible.

L'utilisation, partant la rééducation du mutilé, devoir de la société envers elle-même, sont encore un devoir de la société envers le mutilé. Il suffit pour le comprendre d'envisager quel avenir attend l'amputé rééduqué, et quel sera le sort de celui qui n'aura reçu aucune rééducation.

Non rééduqué, le mutilé devra à l'ordinaire pour vivre se contenter des ressources de sa seule pension. Or, celles-ci ne pourront être que modestes: à quelques privilégiés l'obtention d'une place de tout repos (concierge, facteur, etc...) permettra la vie matérielle facile; mais de telles places sont rares, le nombre des

mutilés est grand, et la très grande majorité, si elle ne bénéficie pas d'une rééducation professionnelle, devra vivre dans l'inaction. Or, l'oisiveté est mauvaise conseillère, elle conduit presque fatalement à l'alcoolisme. Combien ne serait-il pas cruel de retrouver sur les bancs d'un Tribunal ceux qui auront payé largement de leur sang, la défense et la libération de la Patrie?

Et que l'on ne vienne pas objecter que le mutilé pourra dans tous les cas compter sur la reconnaissance *agissante* de ses concitoyens. Nous savons ce que valent dans le temps les sentiments humains même les plus sincères: l'amoindrissement physique du mutilé, et s'il n'est pas rééduqué, son amoindrissement social sont choses définitives. Qui pourrait appliquer une telle épithète à la gratitude humaine?

Tout aussi bien de tels infirmes ont le droit de ne pas s'abaisser à de tels gestes: la dette sacrée qui existe à leur égard doit s'acquitter de toute autre manière: en leur rendant dans la société qu'ils ont généreusement défendue une place à leur taille, en leur montrant qu'ils restent ce qu'ils étaient avant: des hommes susceptibles d'apporter leur part de travail dans le travail de tous, capables comme autrefois de gagner leur vie et pour beaucoup sans doute de vivre heureux dans un foyer honnête.

Et nous montrerons en effet par des faits et des chiffres que la rééducation professionnelle ouvre au mutilé de telles perspectives.

Ce devoir, double, de la Société, que bon nombre pressentaient de manière confuse, les premiers, Edouard Herriot, dans le *Journal* en un article où la générosité

de la pensée le dispute à l'éloquence de la forme :
« Un par un, la guerre nous révèle nos nouveaux
devoirs » (23 novembre 1914) et Maurice Barrès, dans
l'Echo de Paris, l'ont nettement établi en posant les
termes d'un problème aussi angoissant que complexe.
Et non contents d'imposer à chacun, par cet appel
initial, par de nombreux articles ultérieurs le sentiment
de ses responsabilités et de ses devoirs, tous deux sont
immédiatement passés à la pratique ; et la Fédération
nationale est née à Paris et l'école professionnelle des
blessés de guerre s'est fondée et s'est développée à
Lyon.

Nous allons indiquer comment l'appel de ces esprits
généreux et quel développement ont pris à l'heure
actuelle les Œuvres d'assistance et de rééducation des
mutilés.

CHAPITRE II

LES OEUVRES D'ASSISTANCE ET DE RÉÉDUCATION DES MUTILÉS HISTORIQUE. — BUTS ET MÉTHODES

Bien que les œuvres que nous venons signaler soient nées de la guerre actuelle, il est possible de trouver dans le passé quelques antécédents à ces créations généreuses. « La question des Invalides a préoccupé l'ancien régime. Louis XIV a créé pour eux l'hôtel fastueux qui perpétue sa gloire, mais c'est à peine si quelques esprits hardis, Voltaire au XVIII^e siècle, Ardant du Pic vers la fin du second Empire ont signalé pour les héroïques victimes de la guerre l'inconvénient de l'oisiveté prolongée et la nécessité du travail¹.

Dans une série d'articles attachants et documentés² auxquels nous emprunterons beaucoup, le Dr G. Borne

¹ Ed. Herriot, Préface à l'ouvrage du Dr M. Carle, *les Ecoles professionnelles de blessés*, Lyon, A. Rey; Paris, J.-B. Baillière et fils, 1915, p. 2.

² G. Borne, De la rééducation et de la réadaptation au travail des mutilés et des blessés de la guerre (*Revue d'Hygiène et de Police sanitaires*, t. XXXVII, janvier, février, avril 1915, Paris, Masson et C^{ie}; G. Borne, *Rééducation des Blessés et des Mutilés de la guerre*, Paris, Renouard, 1915.

a fait connaître les tentatives faites en France et hors de France pour fournir du travail aux infirmes et aux mutilés. L'idée même est essentiellement française. « C'est en 1657, que le premier président au Parlement Pomponne de Bellièvre paraît avoir eu l'idée le premier de fonder un asile pour infirmes et mutilés où en plus du gîte et de la nourriture, ils trouveraient du travail approprié à leur infirmité. A son instigation, l'assistance publique créa un vaste établissement qui devint plus tard la Salpêtrière... Napoléon I^{er}, avec son génie d'organisation prévoyante, dans un décret règle le sort des enfants infirmes. Malheureusement, comme beaucoup d'idées nées sur notre sol, celle-ci a été reprise à l'étranger. Nous devons voyager pour en voir l'application.

C'est ainsi qu'en Allemagne Heeder fonde à Munich, en 1832, le premier établissement pour l'enseignement primaire et l'éducation des estropiés. Dans les dernières statistiques, cet établissement donne 92 pour 100 de succès complets. Cette tentative encourageante motive la fondation d'établissements nouveaux à Stuttgart en 1845, à Nowawes près de Potsdam en 1886, à Hambourg en 1898.

Dans les pays Scandinaves, l'assistance aux mutilés est parvenue rapidement à la perfection... En 1872, à Copenhague, le pasteur Hans Knudsen fonde la première Société de Secours aux estropiés et mutilés. Des œuvres et ateliers d'apprentissage similaires sont bientôt organisés à Stockholm, à Karskrona, à Christiania, à Helsingfors et Gothembourg. L'œuvre de Hans Kundrey reste le type des fondations analogues.

Fondée avec un capital de 70 rigsdalers — le rigsdaler vaut 5,25 — la Société « reçoit aujourd'hui de l'Etat 50.000 couronnes de subvention annuelle. Elle possède une immense propriété où sont centralisés tous les services cliniques, atelier, foyer familial. Le budget annuel dépasse 300.000 francs ; près de 100.000 francs sont récupérés par l'œuvre en vendant au dehors les objets fabriqués dans les ateliers ».

La clinique est un grand service de consultation dirigé par cinq médecins dans lequel l'infirmes est soigneusement examiné, pourvu s'il y a lieu d'un appareil orthopédique, orienté vers un atelier toutes les fois que sa rééducation paraît possible. Les ateliers (il existe des ateliers pour hommes et des ateliers pour femmes) forment des ouvriers particulièrement employés dans l'industrie si répandue dans les pays du Nord. Quand l'ouvrier paraît se suffire à lui-même, la société le place ou facilite son installation à son propre compte. L'ouvrier reste attaché à l'établissement, toutes les fois que la nature de ses infirmités ne permet pas de le mêler à la vie sociale commune.

Une école primaire est annexée aux ateliers : elle donne l'instruction de quatre à quatorze ans, aux petits infirmes qui sont de là dirigés sur l'un des ateliers.

Un foyer familial (Hiem), loge, recueille et nourrit moyennant une faible redevance (1,10 par jour) les pensionnaires de la province. L'œuvre permet à 80 pour 100 de ses assistés de vivre dès leur sortie d'une profession honorable et lucrative.

À Pétrograde, s'est fondé en 1897 un atelier-école pour estropiés. L'on y fabrique uniquement des instruments

orthopédiques : en douze ans, 703 élèves ont pu sortir de cet établissement ; parmi eux, un certain nombre de mutilés de la guerre de Mandchourie.

En Belgique, deux instituts pour estropiés, l'un dans la province de Hainaut, l'autre dans la province de Brabant ont permis de constater dans quelle large mesure des mutilations même graves sont compatibles avec un rendement parfois élevé.

L'on peut dire qu'en France, cette rééducation et cette utilisation sociale des estropiés était à peine ébauchée. Des œuvres comme la fondation Marsoulay, l'Association pour l'assistance des mutilés pauvres, surtout l'œuvre utile des jeunes garçons infirmes et pauvres des frères Saint-Jean-de-Dieu ¹ avaient pourtant indiqué que des résultats précieux pouvaient être obtenus dans ce sens.

En novembre 1914, Edouard Herriot et Maurice Barres posent le problème de la rééducation professionnelle des mutilés de la guerre. Ils passent immédiatement des paroles aux actes, de la théorie à la réalisation et dès la fin de cette même année la Fédération Nationale des mutilés de guerre est créée, l'Ecole professionnelle de Lyon ouvre ses portes.

Cet exemple devait être suivi. C'est actuellement par douzaines que se comptent à Paris des œuvres qui,

¹ Nous ne parlons pas volontairement de l'Association Valentin Haüy qui a obtenu de si merveilleux résultats dans l'éducation et l'apprentissage des aveugles. Ceux-ci, en effet, constituent par la nature même de leur infirmité une classe spéciale de mutilés auxquelles ne sauraient s'appliquer intégralement les réflexions de notre étude.

dans un but et un esprit différents, se proposent de venir en aide aux mutilés, de soulager leurs infortunes, de leur préparer un avenir meilleur. Nous ne saurions les citer toutes : mais il est impossible de ne pas signaler que certaines d'elles, l'Association Nationale des Mutilés de la guerre par exemple, ont été fondées et sont dirigées par les mutilés eux-mêmes. L'entre-aide des mutilés, n'est-ce pas là un geste symbolique d'une valeur morale haute et réconfortante ?

L'émulation en province n'est pas moins grande. Marseille, Bourges, Montpellier, puis Saint-Etienne, Bordeaux, Orléans, Toulouse, Nancy, Rouen, Clermont-Ferrand, le Havre. d'autres villes encore voient s'ouvrir des écoles de rééducation professionnelle. La France entière semble comprendre ce qu'elle doit aux Invalides de la guerre, ce qu'elle peut attendre d'eux.

Pourtant un certain nombre de remarques s'imposent : les faire ce n'est en rien diminuer le mérite des esprits généreux qui se sont attachés à la réalisation de telles œuvres : c'est seulement proposer à ceux qui voudraient les imiter les expériences du passé et les desiderata de l'avenir.

Et tout d'abord quelque multipliées que soient à l'heure actuelle ces œuvres, il est évident qu'elles ne sont pas encore suffisantes pour la noble et vaste tâche qu'elles s'efforcent de remplir. Chaque jour ne crée-t-il pas des mutilés nouveaux qui viennent grossir une liste déjà trop longue ? Or, la rééducation lorsqu'elle veut être complète demande, non pas quelques jours, ni quelques semaines, mais plusieurs mois de présence.

Une même école ne peut rééduquer qu'un nombre relativement peu élevé de mutilés.

Soit, par exemple, l'Ecole professionnelle de Lyon dont le rendement peut être considéré comme supérieur au rendement moyen, puisqu'elle a été ouverte en décembre 1914, orientée dès le début dans le sens de la rééducation professionnelle et puisqu'elle se compose actuellement en réalité de deux écoles (Rachais et Tourvielle), cette dernière en voie d'accroissement constant. Dans ces conditions favorables, l'Ecole professionnelle de blessés et mutilés de Lyon a, depuis sa fondation et jusqu'en mai 1916, accueilli 500 mutilés : important en lui-même, ce chiffre est faible en regard du nombre élevé de mutilés.

Sans doute, une fois les hostilités terminées, les écoles de rééducation ne fermeront pas leurs portes; elles continueront leur œuvre; mais de toute évidence, l'intérêt général demande qu'au jour de la paix le plus grand nombre possible de mutilés soient utilisables pour l'industrie, l'agriculture, le commerce : n'est-ce pas à ce moment que l'effort sera le plus productif et que le plus grand effort sera nécessaire? Il semble donc qu'il y ait lieu d'étendre encore l'assistance et la rééducation des mutilés, de créer des œuvres nouvelles et profitant des expériences du passé, de les orienter dans le sens du rendement le meilleur.

Ce qui frappe en effet lorsqu'on examine les œuvres déjà existantes, c'est la diversité des buts et des méthodes. Les unes se sont surtout proposé de recueillir le mutilé à sa sortie du dépôt, de lui donner un asile, une aide morale et matérielle; d'autres, par exemple

l'Association pour l'Assistance aux mutilés pauvres, s'efforce de doter le blessé de l'appareil prothétique dont il a besoin ; d'autres enfin veulent réaliser, selon des méthodes variables, la rééducation professionnelle des mutilés. Or, il est évident que le résultat le meilleur sera obtenu s'il n'existe aucune dispersion des efforts¹, si l'utilisation sociale du mutilé est logiquement comprise et logiquement recherchée, si les œuvres sont — dans la mesure du possible — des œuvres complètes, prenant le mutilé à sa sortie de l'hôpital, le rendant à la vie sociale pourvu d'un appareil prothétique et rééduqué.

Parmi les œuvres qui s'attachent à réaliser la rééducation du mutilé, les moyens employés, les méthodes ne sont pas partout les mêmes. La conception adoptée par la Fédération nationale n'est pas celle qui a présidé à l'installation des écoles de Lyon. Sans doute des questions de disponibilités locales entrent ici en cause, et l'on ne saurait prétendre que d'une manière absolue telle conception est dans tous les cas préférable à telle autre. Chacune d'entre elles a ses avantages et ses inconvénients. Mais tout au moins en étudiant pour chaque méthode les uns et les autres, comme l'a fait le Dr Carle dans son livre déjà cité², en les analysant, en les pesant, l'on peut rechercher dans quels cas tel pro-

¹ La forme de l'appareil de prothèse au moins pour le membre supérieur variera suivant la profession ultérieure du blessé. Avant d'être muni d'un appareil prothétique, celui-ci devra être professionnellement orienté.

² Dr M. Carle, *les Ecoles professionnelles de blessés*, Lyon, A. Rey ; Paris, J.-B. Baillière et fils, 1915, p. 21 et suivantes.

cédé de réalisation est préférable et reconnaître même, si à l'ordinaire, pour la majorité des cas, telle conception n'offre pas une plus grande somme d'avantages.

« Il existe, écrit le D^r Carle, deux façons différentes de comprendre la rééducation :

« 1° On peut faire le placement des blessés à domicile chez des industriels de la ville, dans les ateliers particuliers, tout en leur donnant une pension ou une allocation qui leur permette de vivre dans le même endroit ou à proximité de celui-ci. »

« 2° On peut créer de toutes pièces les écoles professionnelles. Celles-ci peuvent être de deux sortes : a) ou bien ce sont des ateliers corporatifs où l'on donne l'instruction théorique et pratique à des *externes* qui logent en ville ; b) ou bien l'on crée des écoles complètes avec ateliers, logement, dortoirs où l'élève est *interne*, et fait entièrement partie de la maison. »

Les avantages du placement en ville, auquel la Fédération nationale s'est ralliée, sont évidents : l'on n'a pas à créer d'ateliers, le placement est immédiat ; le nombre des mutilés auquel on peut être rapidement utile est considérable ; la variété des métiers à exercer est infime ; ce procédé permet notamment l'apprentissage des industries propres à chaque région dont le matériel pesant ou coûteux est impossible à transporter dans un atelier-école.

Mais les inconvénients sont très considérables ; les allocations quotidiennes se totalisent par une somme importante ; une surveillance effective est impossible

sur l'apprentissage et sur l'apprenti. Le second de ces désavantages mérite tout particulièrement d'être retenu. L'apprentissage du mutilé ne ressemble pas en tous points à l'apprentissage ordinaire ; les résultats seront d'autant plus rapides que la direction en sera confiée à quelqu'un qui soit au courant de ses particularités ; il n'y a d'ailleurs pas à cet égard que le seul point de vue matériel et pratique à considérer, il y a aussi le point de vue moral : il faut essentiellement tenir compte du psychisme du mutilé. Dans le placement à domicile, le mutilé travaille sous la direction d'un contremaître au milieu de camarades valides. Or, nombre de mutilés sont au début de leur apprentissage des inquiets, parfois même des aigris. Leur amoindrissement physique, leur réduction fonctionnelle, leur apparaît d'autant mieux qu'ils sont entourés de camarades, déjà ouvriers habiles. Et si l'on peut admettre à la rigueur que leurs compagnons de travail, leur contremaître, leur évitent des comparaisons douloureuses, l'on peut supposer qu'ils n'apportent pas tous à ce faire un soin égal, que bien des détails viennent réveiller, préciser dans l'esprit du mutilé le sentiment de son insuffisance actuelle ; ce sont là des inconvénients dont l'importance ne saurait échapper.

Il est pourtant pour Carle des cas où le placement à domicile est particulièrement recommandable : il se justifie pour une ville donnée dans laquelle prospère une spécialité donnée : « par exemple les gants à Grenoble, la papeterie à Rives, la soierie à Lyon, la dentelle au Puy, etc... Toutes ces industries et bien d'autres ne peuvent transporter dans un autre endroi

leurs professeurs, leurs contremaîtres et leur instrumentation¹. »

L'atelier-école constitue le second procédé de réalisation permettant la rééducation des mutilés. Il consiste à réunir « dans un local suffisamment vaste, pourvu de l'instrumentation nécessaire, sous la direction de maîtres choisis, des élèves soldats. On se heurte immédiatement à une grosse difficulté à trouver un local ou des locaux appropriés. » Le mode de l'externat peut permettre dans une large mesure de résoudre la difficulté : les élèves nourris, logés au dehors viendraient travailler dans l'école. L'installation d'un dortoir, de réfectoire, deviendrait alors inutile, et les ateliers départementaux pourraient être un centre de rééducation tout installé. Mais ce mode de fonctionnement présente au point de vue matériel et moral la plupart des inconvénients que nous avons reconnus au placement à domicile et ne saurait être adopté dans tous les cas. Il y a lieu pourtant de l'appliquer, ainsi qu'il a été fait à Lyon, aux mutilés habitant la ville même où se trouve l'école de rééducation : le blessé, la journée d'apprentissage terminée, rejoint les siens, retrouve dans son foyer l'atmosphère morale qui lui est indispensable, échappe par là même au découragement et aux habitudes d'intempérance.

C'est en définitive la solution de l'école internat indiquée dès le début par M. Herriot qui paraît le plus habituellement devoir être retenue ; elle permet une surveillance plus étroite — médicale et morale — du

¹ Carle, *loc. cit.*, p. 26.

mutilé; elle donne aux éducateurs la possibilité de connaître individuellement leurs élèves, de faire varier leur mode d'action pour chacun d'eux; surtout elle place le blessé dans des conditions excellentes au point de vue psychique, puisqu'il vit au milieu de ses semblables, sans l'exemple déprimant d'ouvriers valides et habiles, avec seulement sous les yeux les progrès réalisés par des camarades plus anciens, gage de la valeur professionnelle qu'il pourra lui-même acquérir, les obstacles à vaincre pouvant être surmontés sans trop de peine. Est-il nécessaire de citer en exemple la ville de Lyon? L'article d'Edouard Herriot, qui pose le problème, est du 23 novembre 1916. Le 30 novembre 1916, le Conseil municipal de Lyon autorisait la création dans cette ville d'une école pour soldats mutilés. Cette école s'ouvrait aux trois premiers élèves le 19 décembre.

CHAPITRE III

LA RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE

Avant d'aborder l'étude de la rééducation professionnelle et des problèmes successifs en lesquels elle se décompose, il est nécessaire d'envisager deux questions préalables.

Le recrutement du mutilé :

L'orientation du mutilé, c'est-à-dire le choix de la profession vers laquelle il sera dirigé.

1° Recrutement du mutilé. — Le nombre des mutilés qui sont susceptibles de rééducation est considérable : il atteint 80 pour 100 du chiffre total des mutilés, c'est-à-dire que la plupart des mutilations permettent l'utilisation ultérieure du blessé. Sur les 200 élèves entrés à l'Ecole de Lyon en août 1915, l'on trouvait ainsi 97 amputations des membres inférieurs, dont 2 des articulations de la hanche, 49 cuisses, 41 jambes, 5 pieds, 48 amputations des membres supérieurs (3 des articulations, 59 bras, 1 avant-bras, 5 mains ou doigts.)

Les autres mutilations consistent en 9 paralysies

nerveuses, 6 fractures avec gros raccourcissement, 5 ankyloses, 1 luxation irréductible, 1 lésion médullaire.

Les mutilés non rééduquables appartiennent à deux classes : il y a tout d'abord ceux que l'on a appelés les « mutilés sans recours » ceux qui sont atteints de désastres organiques tels que le retour à la vie sociale est pour eux une impossibilité absolue. La plupart des amputés des deux membres supérieurs rentrent dans cette classe¹. La France a ce devoir de ne rien négliger pour assurer à ces malheureux et sans retard l'assistance à laquelle ils ont droit. La création d'une Maison nationale d'invalides et des infirmes de guerre, demandée de plusieurs côtés, s'impose en leur faveur.

A côté des mutilés sans recours se placent, comme non-rééducation, ceux qui ne veulent pas se laisser rééduquer, qui préfèrent vivre dans l'oisiveté des ressources de leur pension, et sans doute aussi de la générosité publique qu'ils escomptent. Lors de l'interrogatoire qui doit précéder l'admission du blessé dans l'atelier-école, il arrive en effet que l'on rencontre des sujets qui sollicitent leur admission parce qu'ils ont « flairé la bonne maison où l'on est bien nourri, où la discipline est moins sévère et les permissions plus faciles que dans les hôpitaux ». Ces cas, hâtons-nous de le dire, sont l'exception; ils doivent

¹ Le Dr G. Borne rapporte, d'après Jeantreau, l'histoire d'un ouvrier — recueilli à l'atelier-école de Pétrograd — qui, avec deux bras, était à force d'ingéniosité et d'énergie morale à travailler à un tour. On ne saurait demander à la masse une force d'âme pareille.

être rejetés. Ajoutons enfin à ces deux groupes les mutilés heureusement très rares, qui sont atteints de lésions organiques (tubercules en particulier et qui avant toute chose doivent être soignés.

Pourtant ces demandes de rééducation ne sont pas la règle et restent bien au-dessous du chiffre des mutilés rééduquables? Quelles raisons peuvent motiver ce regrettable état de choses.

Il semble que deux ordres de causes concourent à expliquer cet éloignement du mutilé pour la rééducation : d'une part, son ignorance des vrais résultats obtenus; d'autre part, la crainte d'être, une fois rééduqué privé de tout ou partie de sa retraite. La première cause est trop facile de s'en expliquer l'existence; les méthodes de rééducation — dans notre pays tout au moins — commencent seulement à faire leurs preuves et bien peu de personnes, même parmi les plus cultivées, savaient, avant les enseignements de la guerre, qu'il est possible de faire en quelques mois un cordonnier, un tailleur, un comptable d'un agriculteur habitué jusque là aux seuls travaux des champs. Pour que chacun des intéressés apprenne ce qu'il peut attendre de la rééducation, le livre et même la Presse ne sauraient suffire; il faut l'enseignement de la parole, et surtout l'enseignement de l'exemple. Combien de mutilés ne seraient-ils pas encouragés et convaincus, s'il leur était possible de voir de leurs propres yeux les résultats obtenus.

La crainte, qui d'autre part arrête souvent le mutilé au seuil de la rééducation, est la conséquence d'un sentiment trop naturel et trop humain pour qu'il faille

s'étonner de la rencontrer dans l'esprit de nos blessés. Il est indispensable de montrer à ces derniers que cette crainte n'est nullement fondée et que la rééducation du mutilé n'aura dans tous les cas aucune influence sur la pension qui lui est allouée, que pension et rééducation sont choses tout à fait indépendantes. Cette affirmation, formulée par nombre de personnalités politiques dans les grands quotidiens, a été donnée par M. Painlevé, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la Défense nationale¹, au cours d'une conférence publique ; elle a été votée par la Chambre, sur la proposition de M. Rameil, député. L'on peut espérer que rendue officielle et légale, elle diffusera largement parmi les mutilés.

C'est pour répondre à cette même préoccupation, pour engager les rééducables à venir en grand nombre demander à un réapprentissage la restauration de leur valeur sociale que les écoles de rééducation ont fait à leurs élèves des avantages matériels importants.

« Sachez, écrit M. Edouard Herriot, être larges avec ces apprentis d'une catégorie toute spéciale. Aux nôtres, outre les avantages matériels dont ils jouissent, outre la gratuité absolue de leur pension, nous assurons une prime quotidienne de 1 fr. 25, plus le produit intégral du travail livré au dehors ou exécuté pour la maison. Notre philanthropie veut être réaliste : le mutilé est facilement chagrin, soupçonneux.

¹ Conférence faite pour les Œuvres de mutilés, le 12 janvier 1916, au Palais de la Mutualité, sous la présidence de M. Painlevé, par J. Amart, et publié à Paris par H. Dunod et Pinat, 47 et 49, quai des Grands-Augustins.

Il faut qu'il ne puisse pas douter de la libéralité de ses tuteurs ».

On ne saurait trop applaudir de telles paroles et trop souligner la portée des actes qui les sanctionnent. Les points de vue, individuel et social, humanitaire et pratique, demandent également que tous nos mutilés rééducables reçoivent sans tarder une rééducation.

Mais ici une remarque préalable s'impose : s'il y a lieu de rééduquer aussi rapidement que possible le mutilé, afin qu'il puisse contribuer à l'effort économique de l'après-guerre, afin de lui éviter aussi la période déprimante d'oisiveté qui succède pour certains à la sortie de l'hôpital, il convient aussi de ne pas commencer trop tôt cette rééducation, de ne pas l'entreprendre par exemple, alors que le blessé est incomplètement guéri, tandis qu'il n'est pas encore « consolidé » dans l'acception que la terminologie des accidents du travail attribue à ce mot. Une entrée trop précoce à l'Atelier-Ecole exposerait le convalescent à des rechutes (réouverture d'une fistule, suppuration, etc.), nécessitant elles-mêmes l'interruption de l'apprentissage. Il faut, écrit Carle, que les blessés ne soient plus malades, et que leur état les soustrait absolument aux obligations du service militaire, qu'ils soient en congé illimité en attendant la liquidation de leur titre de pension.

2° Orientation du mutilé, choix de la profession. — Quand le mutilé présente les conditions physiques et morales favorables et nécessaires à la rééducation, il y a lieu de choisir la profession vers laquelle

il convient de le diriger. Dans un certain nombre de cas, le blessé peut reprendre sa profession ultérieure ; la rééducation devient alors rapide, facile ; il s'agira surtout, d'une adaptation à la mutilation, d'une adaptation à l'appareil de prothèse. Des exercices rationnellement entrepris assoupliront l'articulation, vaincront les raideurs articulaires, fortifieront le moignon, rendront au membre une partie de sa valeur fonctionnelle.

Mais dans nombre de cas il est nécessaire de choisir pour le mutilé une profession nouvelle. Ce choix doit se baser en des considérations de nature et de valeur différentes.

Il y a lieu de tenir compte dans une certaine mesure de *la profession exercée antérieurement* par le blessé. Il est évident que l'apprentissage sera facilité si la profession nouvelle se rapproche du travail d'autrefois. C'est ainsi qu'un menuisier amputé des deux jambes pourra devenir sculpteur sur bois, un ajusteur, serrurier, etc. En réalité, l'expérience a montré que l'importance de cette considération était secondaire, que le réapprentissage pouvait être recherché pour un métier tout à fait différent du métier antérieur. Il suffit pour s'en rendre compte de consulter, à l'Ecole des mutilés de Lyon (menuiserie, cordonnerie, reliure, etc.), la liste des mutilés apprentis, avec en regard l'indication de leur état en temps de paix : un palefrenier, un charcutier deviennent, on peut le voir, en quelques mois, des comptables excellents ; et les autres corps de métier réservent des surprises du même ordre. Les raisons qui doivent présider à l'orientation du mutilé, sont les suivantes :

La profession variera suivant la nature et le degré de la mutilation. Un mutilé des membres inférieurs, par exemple, pourra devenir un tailleur habile, un cordonnier excellent; l'exercice de ces états sera au contraire incompatible avec une mutilation importante des membres supérieurs. Différents auteurs, en particulier le Dr Borne¹, ont recherché les mutilations conciliables avec l'exercice d'une profession déterminée. Voici les points essentiels de ces recherches :

TAILLEURS. — Infirmes des membres supérieurs, infirmité incomplète d'un membre supérieur avec conservation de la pince.

CORDONNIERS. — Infirmes des membres inférieurs.

MENUISIERS. EBÉNISTES. JOUETS. — Infirmes des membres inférieurs, infirmité partielle d'un membre supérieur.

RELIURE. — Infirmes des membres supérieurs ou d'une main et des membres inférieurs (travaux en série).

SERRURERIE. PETITE MÉCANIQUE. — Infirmes des membres inférieurs, infirmité partielle d'une main.

VANNIERS. — Infirmes d'un membre inférieur.

Le goût personnel du blessé pourra faire incliner vers tel métier plutôt que vers tel autre.

Les professions à enseigner devront, de préférence, être simples, de manière à être rapidement apprises.

Elles devront apporter au rééduqué une rémunéra-

¹ Dr G. Borne, Réadaptation et rééducation des blessés et des mutilés de la guerre (*Paris Médical*, 21 août 1915).

tion honnête et assurée pour l'avenir. Il y a donc lieu de rechercher des professions pour lesquelles existent nécessairement des débouchés et où il n'y ait pas d'encombrement. Actuellement, la profession de tailleur souvent exercée avant la guerre par des sujets allemands ou autrichiens réalise les desiderata. De même il pourra être intéressant de diriger l'ouvrier vers une production entreprise autrefois presque exclusivement par l'ennemi; c'est à ce titre que la fabrication de jouets est poursuivie dans bon nombre d'écoles de rééducation.

Mais surtout dans l'orientation professionnelle du mutilé il faudra tenir un grand compte de considérations sociales et choisir une profession qui permette dans une large mesure le retour du mode antérieur d'existence. Cette affirmation le justifie aisément. La guerre en effet frappe inégalement les différentes classes sociales et les mutilés se recrutent surtout parmi les agriculteurs et les campagnards qui, non spécialisés, sont restés aux armées à l'avant et y constituent la majorité des combattants. Il est essentiel que la rééducation n'amène pas l'exode du mutilé vers la ville; il y trouverait des conditions de vie nouvelles, difficiles, la concurrence d'ouvriers habiles, la gêne, les privations, le découragement. Il ne faut pas que le rééduqué soit transplanté, déraciné. Il faut au contraire qu'il reprenne sa vie d'autrefois : tailleur, cordonnier, il pourra l'être dans son village, et les bénéfices qu'il retirera de son métier nouveau¹ joints aux ressources de

¹ Il semble, en effet, que le mutilé ne puisse pas, à l'ordinaire, se

sa pension et à celles qui pourront lui venir de l'industrie des siens le mettront à l'abri du besoin en milieu qui reste son milieu d'autrefois où les conditions d'existence sont moins onéreuses, où ses enfants sont nés, où ils pourront vivre à leur tour. Il serait même à désirer que la plupart des mutilés puissent devenir petits patrons, qu'ils puissent grouper autour d'eux quelques ouvriers, quelques apprentis : ce serait là de la décentralisation bien comprise, dont l'espoir n'est pas chimérique pour qui connaît les ressources d'énergie et de volonté de certains d'entre eux.

Ce désir est celui des dirigeants de l'Ecole lyonnaise et particulièrement de M. Ed. Herriot¹.



Voici le blessé orienté vers une profession nouvelle. L'examen du médecin attaché à l'œuvre a permis de reconnaître à la fois la valeur fonctionnelle du membre mutilé, l'état organique général du blessé, surtout son psychisme propre. La rééducation proprement dite peut être commencée.

Elle peut, semble-t-il, être distinguée en deux

ivrer aux travaux de grosse nature ; le pilon est notamment d'un usage impossible dans les terrains détrempés, mais nous devons signaler qu'il existe à Lyon une section d'horticulture créée à l'instigation de certains mutilés et nous savons que certains appareils prothétiques simples et économes y sont étudiés, qui permettront, dans une certaine mesure, à l'agriculteur mutilé le retour à la terre.

² Lire à ce sujet un intéressant article de *l'Opinion*. Gustave Hirschfeld, les Ecoles professionnelles de blessés de Lyon (*l'Opinion*, 8 avril 1916).

périodes : une période initiale prothétique et fonctionnelle, une période de rééducation proprement dite.

Le cadre limité que nous nous sommes assignés ne nous permet pas de suivre longuement ce considéré dans ces étapes de réapprentissage. Pareille étude d'ailleurs serait plus légitimement entreprise par un spécialiste technicien de la rééducation, chirurgien orienté vers les choses de l'orthopédie. Mais, à défaut de détails minutieux, il ne paraît pas inutile pour chacune des périodes précitées et qui dans la pratique se pénètrent quelque peu l'une l'autre, d'indiquer les grandes lignes, de marquer le but à poursuivre, les desiderata à réaliser.

1^o Période prothétique. — Le mutilé devra, dans presque tous les cas, être pourvu d'un appareil de prothèse : cet appareil devra lui faciliter l'exercice de la profession nouvelle.

Or, lorsqu'on entrait dans un atelier de rééducation, on constatait souvent que nombre d'ouvriers ne se servaient pas de la pièce orthopédique qu'ils possédaient pour tout, mais avec beaucoup d'intelligence, à la vérité, utilisaient leur moignon. Cette habitude est fâcheuse : le moignon est incapable de rendre les mêmes services qu'un appareil rationnellement compris et, d'autre part, cette utilisation du moignon n'est possible qu'au prix d'une attitude vicieuse du corps, qui ne peut être l'attitude normale dans l'avenir.

Cette pratique a une explication, voire même une excuse. Antérieurement à la guerre la plupart des appareils de prothèse visaient avant tout à assurer la res-

tauration anatomique du membre mutilé ; la légèreté, la solidité de fixation n'étaient sans doute pas négligées, mais la quantité essentielle de l'appareil paraissait être, surtout pour les membres supérieurs, la reproduction de la ligne générale du membre. Les considérations esthétiques étaient au premier plan.

Actuellement, l'on demande autre chose à la prothèse et il n'est pas douteux que déjà, dès maintenant, en raison du grand nombre des mutilés et de la nécessité d'employer au mieux leur valeur sociale, l'orthopédie se soit orientée dans une voie nouvelle : elle vise non pas une restitution anatomique, mais une restitution fonctionnelle. La prothèse « par définition anatomique est, en effet, physiologique et utilitaire »¹. Amar définit ainsi les idées scientifiques qui doivent gouverner en la matière :

« Constituer des appareils prothétiques à fixation robuste sans gêner les mouvements intéressés, ni ceux d'autres articulations.

« Les proportionner à la force du moignon.

« Adapter aux appareils du membre supérieur un organe de préhension qui permette un usage long et varié. »

« Ces desiderata dont le dernier appelle quelques restrictions sont, surtout intéressants à fixer pour le membre supérieur, auquel est dévolue la tâche essentielle dans le travail de l'ouvrier (ne dit-on pas en effet les métiers manuels?) Les types préconisés sont

¹ Amar, *Prothèse et Travail des mutilés*, Paris, 1916, Dunod et Pumat, éditeurs, p. 10.

déjà nombreux. Amar conseille sa main articulée, « toute indiquée pour les professions libérales », et, pour les professions nécessitant plus de force, « son bras de travail avec main universelle ».

Borne¹, dans son travail souvent cité, conseille différents types de mutilation tant pour les membres supérieurs que pour les membres inférieurs.

Ducroquet² consacre une étude aux pilons articulés.

Boureau³ présente plusieurs types de mains de travail (avec photographies) : main de terrassier, de vigneron, de facteur, de caneur de chaises, de coupeur de cuir, de soudeur, de plombier, d'ouvrier d'usine, de mécanicien, d'emballeur. Et toutes les recherches dans ce sens ne peuvent être citées.

L'Ecole professionnelle de Lyon ne pouvait s'en désintéresser ; une section d'orthopédie y fonctionne à Touryvieille : la direction et le cours des recherches sont confiés au Dr Nové-Josserand, chirurgien des hôpitaux, agrégé à la Faculté, rompu aux difficultés de l'orthopédie.

Le Dr Nové-Josserand a étudié et réalisé déjà un appareil (avec pièce annexe) pour les brocheurs et les cartonniers, un appareil pour les horticulteurs ; il a perfectionné de la manière la plus heureuse différents appareils déjà existants (main articulée, pince de travail).

¹ G. Borne, *loc. cit.*, p. 31 et suivantes

² Ducroquet, les pilons articulés, leurs transformations, leurs principes (*Presse Médicale*, 25 mai 1916).

³ Boureau, Main de travail pour les amputés (*Paris Médical*, 27 mai 1916).

Enfin, il existe au Sous-Secrétariat d'Etat du Service de Santé, un laboratoire de recherches permettant le contrôle des différentes inventions. Sans doute, il faut bien se rendre compte que, parmi les créations prothétiques, toutes ne résisteront pas à l'épreuve du temps, car toutes ne sont pas également heureuses : l'expérience montrera celle qui a réalisé la plus grande somme d'avantages, à laquelle par conséquent il convient de recourir.

Mais la diversité des modèles témoigne en tous cas de la multiplicité des efforts et de l'intérêt que suscitent de telles recherches. Les résultats obtenus sont déjà importants, et il ne paraît pas douteux que les blessés eux-mêmes ne les remarquent avec satisfaction. A cet égard, il est attachant de constater quel zèle mettent dans l'accomplissement de leur tâche les mutilés apprentis orthopédistes. Plus intéressés que tous autres, il est certain qu'ils apporteront dans leurs recherches, un soin, une précision, une ingéniosité grandes. Et ce sera sans doute un exemple d'une vertu réconfortante que celui des victimes de la guerre réalisant, par leur travail, une amélioration dans le sort de leurs frères d'infortune.

Sans vouloir entrer dans des détails techniques, nous inclinons à penser que l'avenir est au principe de *l'appareil spécialisé*, car c'est lui qui construit en vue d'un travail déterminé, peut faciliter ce travail dans la plus large mesure, troisième condition trop idéale. Nous nous éloignons par là de la possibilité d'un travail varié.

A côté de cet appareil de travail, réalisé dans un sens

utilitaire, le mutilé pourra recevoir un second appareil qui remplacera le précédent une fois le travail terminé. Il sera facile de donner à ce nouvel appareil une forme esthétique, tout en ne lui laissant pas un simple rôle décoratif. Cette conception provoquerait naturellement un surcroît de dépense, mais cette dépense supplémentaire n'est-elle pas de celles qui doivent être consenties d'un cœur léger¹.

Voici donc le mutilé muni d'un appareil prothétique convenable. Avant de pouvoir en retirer toutes les facilités de travail qu'il doit attendre, il sera nécessaire que l'homme s'adapte dans une certaine mesure à l'appareil par le port et l'usage progressif de celui-ci. Au cours de cette période d'entraînement qui précédera la période de réapprentissage proprement dite, ou tout au moins coexistera avec le début de cette dernière, se produira l'adaptation fonctionnelle du moignon, souvent atrophié par un long séjour dans les dépôts, et son assouplissement : les mouvements possibles acquerront plus d'amplitude et de force.

Cette période ne sera pas du temps perdu : comme le mutilé y vivra déjà dans le milieu de l'atelier-école, à côté de ses professeurs, parmi d'autres mutilés, il l'adaptera psychiquement à sa situation nouvelle : la gaieté, le courage qui règnent dans l'Ecole profession-

¹ Il ne sera pas toujours indispensable de doter le mutilé de deux appareils. Dans nombre de cas, le remplacement d'un crochet ou d'une pince par une main permet la transformation rapide de l'appareil de travail en un appareil plus conforme aux dispositions anatomiques normales.

nelle seront pour son découragement si fréquent à la sortie des dépôts, des agents curateurs d'une grande efficacité, la vue des résultats obtenus par des camarades constituera le gage de ceux auxquels il peut parvenir, fera naître, puis fortifiera son espoir. Et, d'autre part, cette période mettra un contact de tous les instants entre le nouvel apprenti et l'éducateur : un courant de sympathie, de confiance réciproque pourra s'établir; le professeur apprendra à connaître psychiquement son élève; l'action qu'il pourra avoir sur lui dans la suite s'en trouvera renforcée.

2° Période de rééducation proprement dite.
Période professionnelle. — La rééducation professionnelle pourra s'entreprendre alors dans des conditions les meilleures.

Il ne nous est naturellement pas possible d'indiquer dans le détail et pour chaque profession la marche qu'elle devra suivre. Cette étude relève des seuls spécialistes. Mais il paraît utile de rechercher les conditions générales qui doivent présider à cet apprentissage nouveau. Parmi ces conditions, la plus essentielle sans doute réside dans la précaution suivante : tenir le plus grand compte de la nature particulière de l'apprenti (adulte et mutilé), de son état psychique, des conditions physiques spéciales dans lesquelles il se trouve.

Le psychisme du mutilé est, nous l'avons montré, bien spécial; le blessé est pénétré du sentiment de son amoindrissement physique, de la diminution de sa valeur sociale; il est anxieux de l'avenir, déprimé, souvent aigri; cet état s'atténue par son séjour dans

l'atelier-école; mais ses retours offensifs peuvent se produire, la maladresse du début, la fatigue rapidement apparue des premiers jours peuvent les provoquer. Il y a donc intérêt à ce que l'entraînement soit rationnel et progressif, basé sur des données physiologiques, à ce que la limite de fatigue ne soit pas atteinte¹. Par là non seulement on évitera au mutilé un sentiment pénible d'infériorité, mais encore l'on obtiendra la rééducation la plus rapide, le rendement le meilleur.

Il sera également utile que le mutilé sente autour de lui une atmosphère de sympathie qui le reconforte : l'influence de ses rééducateurs est à cet égard, essentielle : ils devront être des gens de cœur au sens psychologique averti. Parmi ceux qui sont susceptibles de comprendre le mieux l'état d'esprit du mutilé, de trouver pour agir sur lui au moment voulu, le mot, le geste nécessaires, il faut citer avant tout à côté du médecin professionnellement très près de la souffrance humaine, tous ceux qui se rapprochent des mutilés par une tare physique évidente. De là les résultats obtenus par « les chefs d'atelier et les contremaîtres infirmes qui ont lutté, peiné, sont devenus des maîtres artisans

¹ Nous ne pouvons qu'indiquer ici l'application de la méthode physiologique à la rééducation du mutilé. Rappelons seulement ce point connu par trop peu formulé par Amar dans l'œuvre *le Moteur Humain*, Dunod et Pinat, Paris, 1914, et mis en lumière par MM. Lecerq et Mazel, *la Main d'Œuvre nationale après la guerre* (en voie d'impression) : la méthode physiologique doit, dans la mesure où le permettent nos connaissances actuelles, être à la base de l'organisation du travail qui deviendra par là une organisation scientifique et rationnelle à la base de l'utilisation des mutilés et de l'apprentissage des jeunes.

dans leur profession à force de volonté. Ils la communiqueront à leurs élèves et seront pour ceux-ci l'exemple quotidien et vivant. Ils comprendront également, les ayant subis, tous les troubles, toutes les défaillances, et, mieux que les autres, sauront les relever. » (Borne).

D'autres points importants paraissent être les suivants :

Quelle que soit la profession à laquelle le mutilé se destine, il faut avidement profiter de son séjour à l'école-atelier pour élargir son instruction souvent rudimentaire. L'instruction générale est ici le complément indispensable de l'instruction technique. Tous ceux qui la donnent aux blessés soulignent avec quelle satisfaction elle est reçue par eux. Ces élèves adultes n'ont-ils pas souvent dans le passé souffert de leur infériorité à ce point de vue et reconnu par eux-mêmes et pour en être privés les bienfaits de l'enseignement.

L'application du nouvel apprenti sera d'autant plus marquée, ses progrès seront d'autant plus rapides et les résultats d'autant meilleurs qu'un intérêt matériel immédiat viendra pour le mutilé s'ajouter à l'intérêt général lointain de sa rééducation. Ici encore il y a lieu d'être large et d'abandonner au mutilé le gain de son travail¹.

¹ Cette mesure a été prise à Lyon et paraît avoir donné des résultats excellents. Chaque section possède sa caisse individuelle : chaque section est divisée en trois séries : la première, composée des élèves lés plus anciens, se partage les deux tiers du gain ; la deuxième, plus récemment instruite, prend le reste ; la troisième, constituée par les nouveaux apprentis ne produisant rien, n'a rien. Mais en réalité quelques sections, au moment de la paye, ont demandé « que le produit du travail fût également réparti entre tous sans

Enfin, nous ne pouvons que signaler combien au cours de l'apprentissage et dans l'exercice ultérieur de sa profession, le mutilé pourra obtenir un rendement meilleur par une modification du machinisme. Les machines actuelles ont été faites pour les ouvriers normaux, pourvus notamment de leurs deux mains; les machines nouvelles devront être adaptées aux qualités de la main-d'œuvre nouvelle. Modifiées, transformées, ne rendant nécessaire que l'usage d'une seule main par exemple, elles pourront garder la plus grande part de leur capacité productive et augmenter notablement la production de l'ouvrier?

*
* *

Les résultats. Les placements. — L'intérêt pratique d'une méthode se jugeant essentiellement d'après ses résultats, il y a lieu d'envisager ceux déjà obtenus par la rééducation professionnelle des mutilés.

Hâtons-nous de dire qu'ils sont des plus encourageants. Le peu de temps au bout duquel la rééducation complète est obtenue, au bout duquel le mutilé peut quitter l'école, est naturellement variable pour chaque métier. Il sera également d'autant plus long que l'on désirera réaliser une éducation aussi complète que possible.

distinction d'ancienneté se basant sur ce que parmi les nouveaux il en était qui avaient besoin autant et plus que les anciens, de se constituer un pécule. » (Carle).

A Lyon l'on s'attache jalousement à faire du blessé un ouvrier accompli; les chiffres sont les suivants :

Comptable	environ 6 mois.
Radiotélégraphistes	—
Cordonnier	1 an.
Fabricateurs de galoches	4 à 5 mois.
Tailleur	18 mois.
Menuisier	18 mois.

La récupération de la valeur professionnelle est variable, selon la profession et la mutilation. Les élèves papetiers manchots avaient, pour la plupart, récupéré sans prothèse, au bout de six à huit mois environ, 65 pour 100 de leur capacité ouvrière. Il y a lieu de considérer que bon nombre de mutilés sont susceptibles de devenir des ouvriers complets, à un rendement presque égal à celui d'ouvriers entièrement valides. Cette appréciation, d'apparence paradoxale, s'explique si l'on considère que le blessé apporte dans la rééducation une attention, un zèle qui compense pour une large part son amoindrissement physique, et si l'on considère aussi que la rééducation est faite dans les conditions les meilleures de direction et d'utilisation.

Un certificat d'assiduité délivré à la sortie, un diplôme d'aptitude obtenu après l'examen (ce dernier pour les comptables par exemple) seront, pour l'employeur, une garantie de connaissance et de sérieux, en même temps qu'ils pourront susciter parmi les intéressés une émulation à tous égards favorable.

*
* *

Le mutilé rééduqué est sorti de l'école : il est rentré dans la vie. Comment lui faciliter ce retour ?

Deux cas sont à envisager selon que le mutilé s'installera pour son propre compte ou selon qu'il sera employé pour autrui.

L'installation du mutilé pour son propre compte dans son village (puisque là plupart des mutilés appartiennent à la profession agricole) paraît être la meilleure au point de vue individuel, matériel et moral, comme au point de vue social. Elle devra donc être recherchée. Elle se heurte à un obstacle, l'obstacle pécuniaire. Si faible que soient les frais d'installation d'un atelier de cordonnier ou de tailleur, ils seront trop souvent au-dessus des ressources du mutilé. Cet obstacle, des esprits généreux se sont attachés à le vaincre. La doyenne des Sociétés protectrices des Mutilés, l'Association pour l'Assistance aux mutilés pauvres, fondée en 1868, actuellement placée sous la présidence d'un mutilé glorieux, le général Pau, avancé, sans intérêt et sur l'honneur, jusqu'à concurrence de 500 francs remboursables par mensualités, en un ou deux ans, à tout mutilé qui appuie sa demande d'un certificat de bonnes mœurs et d'un certificat d'aptitudes professionnelles, la somme nécessaire pour s'acheter outils et matériel indispensable. La Société a des comités en province, à Lyon par exemple. C'est là un acte d'une haute portée morale et pratique, auquel l'on ne saurait trop applaudir. Mais les mutilés auxquels il est indis-

pensable de venir ainsi en aide sont nombreux. Même si l'exemple donné est suivi par d'autres Sociétés de secours, il est à craindre que l'installation du mutilé à son propre compte, dans son village, ne puisse être réalisé que pour une minorité. Il conviendrait que tous les mutilés puissent bénéficier des mesures analogues et comme ici encore se confondent l'intérêt individuel et l'intérêt de l'Etat, il y aurait intérêt qu'une disposition législative généralise, rende légal et fasse connaître de tous ce prêt gratuit appelé à rendre de si grands services. Il n'y a pas à craindre que l'ouvrier dissipe ce petit pécule : les certificats de rééducation et de bonnes mœurs constitueraient déjà des garanties; et d'ailleurs l'Etat n'est-il pas le débiteur du mutilé et ne serait-il pas aisé, par des dispositions simples, de se prémunir en une certaine mesure contre les faiblesses humaines et, du même coup, d'en diminuer la possibilité?

Mais tous les mutilés ne s'installeront pas à leur propre compte : certains mêmes ne peuvent songer à le faire : les comptables par exemple, pour ceux-là le placement est le complément nécessaire de la rééducation.

Entre l'employeur et l'employé un intermédiaire est presque toujours indispensable. Le rééduqué est incapable de se caser lui-même. En outre le placement direct ne donnerait pas la garantie d'une rémunération dans tous les cas équitable et suffisante.

Aussi de nombreuses œuvres s'occupent-elles de ce placement, soit d'une manière exclusive, soit comme complément de la rééducation. Les écoles profession-

nelles dé blessés sont particulièrement désignées pour cette recherche. Les rééduqués sont connus individuellement : installés dans un grand centre, ayant à leur tête des personnalités politiques, industrielles, commerçantes, ces écoles sont à même d'offrir à leurs élèves des débouchés nombreux.

Jusqu'à présent leur tâche a été facile : le petit nombre des mutilés d'une part et la pénurie actuelle de la main-d'œuvre, un sentiment plus élevé de solidarité de l'autre, expliquent pourquoi le nombre des demandes faites par les patrons a été supérieur dans nombre de villes au chiffre des rééduqués.

Il en a été ainsi à Lyon et les comptables déjà sortis de l'école de rééducation ont été aisément placés avec des salaires mensuels de 150 à 200 francs comme début.

Mais il ne faut pas se dissimuler que dans l'avenir, le nombre des mutilés grandissant, la démobilisation rendant libres un certain nombre d'ouvriers, et les sentiments humains perdant avec le temps de leur valeur agissante, la question du placement des mutilés se compliquera. Il est donc nécessaire d'ores et déjà de s'en préoccuper.

Les Pouvoirs publics, à la vérité, ne s'en désintéressent pas; les grandes exploitations, les Compagnies de chemins de fer par exemple, ont été priées de faire connaître quel nombre et quelle catégorie de mutilés elles pouvaient utiliser dans chacune des branches de leur fonctionnement.

Ajoutons que l'utilisation sociale du mutilé a été facilitée par une modification importante apportée par

le législateur dans le mécanisme de la loi sur les accidents du travail.

L'on sait que cette loi est muette sur l'importante question de l'état antérieur et qu'elle n'indique pas comment sera réglée par le juge l'influence de l'état antérieur du blessé sur la production et les conséquences d'un accident du travail. La jurisprudence, née de l'exercice de la loi, après des décisions différentes ou contradictoires, a établi, à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation, qu'il n'y avait pas lieu, dans la majorité des cas, de tenir compte de l'état antérieur. Cette conception légale faisait peser sur l'employeur la charge des tares de l'employé. Elle eût été de nature à compliquer singulièrement le placement des mutilés.

Un texte de la loi adoptée le 24 mars 1916 par la Chambre des députés modifie heureusement les dispositions législatives.

Cette loi est ainsi conçue :

« ARTICLE PREMIER. — Toutes les fois qu'un mutilé de la guerre aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906, 18 juillet 1907 et 15 juillet 1914, l'ordonnance du Président ou le jugement du tribunal qui fixera le montant des rentes pouvant résulter, tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité du travail, devra indiquer expressément :

« 1^o Si l'accident a eu pour cause exclusive la mutilation de guerre préexistante ;

« 2^o Si la réduction permanente de capacité résultant

de l'accident a été aggravée par le fait de ladite mutilation et dans quelle proportion.

« Dans le premier cas, le chef d'entreprise sera exonéré de la totalité des rentes allouées à la victime ou à ses ayants droit, par l'ordonnance ou le jugement ; et, dans le second cas, de la quotité desdites rentes correspondant à l'aggravation ainsi déterminée.

« Le capital représentatif des rentes auxquelles s'appliquera cette exonération sera versé à la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse par prélèvement sur les ressources d'un fonds spécial de prévoyance dit « des mutilés de la guerre », dont le fonctionnement sera assuré par le Ministre du travail et de la prévoyance sociale et la gestion financière par la Caisse des Dépôts et Consignations.

« Tous les employeurs contribueront à la constitution de ce fonds spécial dans les conditions déterminées par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, les articles 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906 modifiée par celle du 26 mars 1908, l'article 4 de la loi du 18 juillet 1907 et l'article 6 de la loi du 15 juillet 1914.

« En outre, il sera versé annuellement audit fonds, par les organismes d'assurance contre les accidents du travail, une contribution qui sera déterminée dans les formes établies à l'article 27, dernier alinéa, de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 31 mars 1905 en ce qui concerne les frais de contrôle et de surveillance des organismes assujettis à la loi ; cette contribution reste exclusivement à la charge des entreprises d'assurance.

« ART. 2. — Un décret, rendu après avis du Comité

consultatif des assurances contre les accidents du travail, dont fera partie comme membre de droit le conseiller juridique du contrôle des assurances privées, déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service du « fonds spécial de prévoyance ».

« ART. 3. — Le taux des taxes à percevoir des chefs d'entreprise par application des dispositions qui précèdent sera fixé chaque année par décret, conformément à la loi du 29 mai 1909.

« A titre transitoire et pour les années 1916 et 1917, elles seront égales au tiers des taxes prévues :

« 1° Par le décret du 28 mai 1915, en ce qui concerne les patentes et les exploitants des mines ;

« 2° Par la loi du 13 décembre 1912, en ce qui concerne l'application des alinéas 2 et 3 de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 ;

« 3° Par l'arrêté du Ministre du travail, fixant les frais de contrôle et de surveillance des organismes pour l'année 1913. »

* * *

Si, pour terminer, nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur la question à laquelle nous venons de consacrer cette courte étude, nous sommes amenés à plusieurs constatations d'une portée générale.

La rééducation des mutilés est un double devoir : envers la nation, envers le mutilé lui-même. En faveur du mutilé, des œuvres multiples sont nées, des dévouements se sont élevés en grand nombre. Il y a lieu de

multiplier encore ces œuvres, *d'organiser* ces dévouements. Il faut surtout éviter la dissémination, la dispersion des bonnes volontés, l'effort « à faux ». La rééducation du mutilé et, d'une manière générale l'aide aux mutilés peut être assurée par des initiatives individuelles, notées ou associées, par les Municipalités, par l'Etat.

Chacun de ces trois groupes doit contribuer à l'accomplissement du devoir national envers les mutilés.

Le pouvoir législatif, par exemple, est seul susceptible de prendre des mesures d'une portée générale. Mais il semble que les Municipalités soient à même de donner dans les villes de quelque importance, chefs-lieux de département par exemple, l'aide la plus rationnelle, la plus effective. Le recrutement des mutilés étant surtout un recrutement régional, les Municipalités peuvent l'entourer des lumières des grands industriels de la région, des conseils de la Chambre de Commerce, des suggestions de personnalités scientifiques et médicales pour assurer, dans les meilleures conditions possibles, l'orientation professionnelle, l'éducation technique, le placement du mutilé.

CONCLUSIONS

I. — La rééducation du mutilé de la guerre est un devoir de la société envers elle-même et envers le mutilé. Le mutilé représente une force productive que notre pays a le devoir de ne pas laisser perdre, surtout dans les circonstances actuelles.

Le mutilé a le droit de reprendre dans la mesure du possible une existence normale, que seule peut lui permettre sa rééducation.

II. — Le nombre des mutilés impropres à reprendre leur profession antérieure, mais rééducables pour une autre profession est considérable.

Les mutilés non utilisables au point de vue social sont l'exception.

III. — Le problème pratique de la rééducation se décompose en plusieurs problèmes secondaires :

Orientation du mutilé.

Choix d'un appareil orthopédique.

Rééducation proprement dite.

Placement.

IV. — Les œuvres actuelles ne sauraient suffire à assurer la rééducation des mutilés.

V. — Les Ecoles professionnelles de Blessés de Lyon peuvent être données comme modèle pour des institutions similaires.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE

Vu :

J. COURMONT

POUR LE DOYEN,

L'Assesseur :

J. COURMONT

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 22 juillet 1916

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ.

P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
CHAPITRE PREMIER — Le problème des mutilés de guerre. . .	11
CHAPITRE II. — Les œuvres d'assistance et de rééducation des mutilés. — Historique. — Buts et méthodes . . .	19
CHAPITRE III. — La rééducation professionnelle	30
CONCLUSIONS	57

